

Questions orales

● (1430)

L'OPPOSITION À TOUTE INTERVENTION PAR DES FORCES
ÉTRANGÈRES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre, qui a manifesté de l'intérêt pour les questions Nord-Sud, et en particulier pour les problèmes des pays émergents. Le premier ministre sait très bien que des forces progressistes sont présentement à l'œuvre dans les Caraïbes. En effet, le chef du mouvement salvadorien est un socio-démocrate qui, de concert avec des travailleurs catholiques, lutte contre ce qui est tout bonnement une junte fasciste et brutale. Étant donné que le premier ministre a dit publiquement s'opposer à de tels régimes répressifs, pourquoi ne demande-t-il pas aux Américains et aux autres étrangers qui interviennent à El Salvador de sortir de ce pays et de se mêler de leurs affaires, comme l'ont déjà fait les présidents du Mexique et du Guatemala?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député a exprimé en fait, dans ses derniers mots, la politique du gouvernement. Nous ne croyons pas qu'il devrait y avoir d'intervention étrangère dans cette région mais, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures vient de le signaler, elle existe non seulement du côté que le député décrit comme celui des forces fascistes, mais également du côté qu'il appelle les forces progressistes. On fournit des armes aux deux côtés, et si le député veut être conséquent, il devrait condamner autant que les États-Unis ceux qui fournissent des armes à l'autre côté.

M. Broadbent: Je l'ai fait.

M. Trudeau: Dans ce cas, le député ne fait que réitérer la position du gouvernement.

* * *

LES EMPLOIS POUR LES JEUNES

ON DEMANDE DES RECOMMANDATIONS ET DES MESURES
D'ENCOURAGEMENT

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. La jeunesse canadienne supporte plus que sa part du fardeau du chômage. Plus de 500,000 jeunes sont en chômage à l'heure actuelle. Le ministre des Finances est-il tellement à court de solutions que tout ce qu'il puisse faire pour les jeunes, c'est étouffer leurs espoirs et leurs espérances?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, absolument pas. C'était le parti conservateur qui est la source des malheurs du Canada.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Madame le Président, les Canadiens savent que le ministre des Finances vit dans sa tanière, cela saute aux yeux, et qu'il n'est pas au courant des besoins de la jeunesse. Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances.

Au lieu de distribuer les subventions et les petits cadeaux à tire-larigot, ce qui ne donne rien—et les statistiques le prou-

vent—le ministre ne peut-il pas faire des recommandations précises à la Chambre et lui donner des idées qui soient de nature à encourager l'entreprise privée à engager des jeunes chômeurs?

M. MacEachen: Madame le Président, j'ai pris la parole au cours du débat d'hier et j'ai essayé d'exposer les opinions du gouvernement à propos de la croissance générale de l'économie. C'est notre façon de tenir compte des besoins d'une population active de plus en plus nombreuse, y compris des jeunes. Ce qui est frappant, c'est qu'hier, alors que j'ai exposé de nombreuses idées, les porte-parole du parti du député n'en ont pas exprimé une seule durant le débat.

M. Taylor: Vous n'étiez pas là pour les entendre. Où étiez-vous?

LES MESURES VISANT À ENCOURAGER LA CRÉATION DE
NOUVEAUX EMPLOIS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce qui doit savoir qu'entre janvier de l'année dernière et janvier de cette année il y a eu une baisse de 4000 emplois pour les jeunes Canadiens. Pourquoi le ministre de l'Industrie et du Commerce a-t-il appuyé une politique qui a coûté des emplois à nos jeunes travailleurs? Quelles mesures va-t-il prendre pour s'assurer que les jeunes Canadiens sur le point de sortir diplômés de maisons d'enseignement post secondaire n'aient pas comme première expérience du monde du travail de s'entendre dire qu'on n'a pas besoin de leurs services au Canada.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous mettons sur pied une politique fondée sur le budget du ministre des Finances et qui est destinée à offrir de plus en plus de débouchés à nos jeunes gens. Je crois que ces mesures seront efficaces et qu'elles assureront le bien-être des Canadiens, tant jeunes que moins jeunes.

M. Beatty: Madame le Président, le ministre vient encore de débiter des lieux communs.

Étant donné que d'une année à l'autre, de janvier à janvier, le nombre d'emplois ne s'accroît nullement dans le secteur de la fabrication au Canada, quand le ministre de l'Industrie et du Commerce assumera-t-il ses responsabilités dans ce domaine qui relève de sa compétence et proposera-t-il des mesures susceptibles de donner une nouvelle impulsion au secteur privé?

M. Gray: Madame le Président, nous avons présenté des mesures qui nous permettront d'atteindre cet objectif. Le programme d'expansion électronique en est un exemple, où des stimulants appréciables aideront cette industrie de haute technologie à progresser, et à accroître les emplois grâce à la rationalisation d'un secteur de l'industrie de la construction lourde. Le programme de chargeuses à benne frontale procurera 1,200 emplois.

Une voix: Chargement à benne frontale.